

Nador West Med Port

Lieu :	Maroc
Identifiant du Projet :	47006
Secteur d'activité :	Transport
Public/Privé :	Secteur public
Catégorie environnementale :	A
Date de décision sur l'approbation :	16 novembre 2022
Statut :	Examen final effectué, en attente de validation
Date de publication du document de synthèse du Projet (DSP) en langue anglaise :	18 mars 2015

Comme le permet le paragraphe 2.6 du chapitre III de la Politique d'accès à l'information, la divulgation de ce document de synthèse du Projet (DSP) a été reportée en conformité avec le paragraphe 1.4.4 de la Directive d'accès à l'information.

Description du Projet

En 2015, la BERD a accordé un prêt sous garantie souveraine de 200 millions d'euros à la Société Nador West Med (NWM) pour la réalisation des infrastructures du nouveau port Nador West Med au Maroc (le « Projet »). Le prêt était destiné à la construction d'infrastructures portuaires (digues, quais, dragage, etc.), pour une utilisation par des concessionnaires privés dans le cadre d'activités commerciales de manutention. La BERD envisage à présent d'accorder à NWM un financement supplémentaire de 100 millions d'euros afin de combler un déficit de financement identifié à la suite d'une augmentation du volume d'activités due à des ajustements techniques et à des aspects géotechniques inattendus.

Objectifs du Projet

Le Gouvernement du Maroc conçoit un nouveau complexe industrialo-portuaire important à environ 30 km de la ville de Nador, sur la côte méditerranéenne du Maroc. Le Projet fait partie d'un plan de développement plus large de la région de Nador et contribuera directement à la réduction des disparités régionales et au soutien du développement économique de la région de l'Oriental, ainsi qu'à l'amélioration de l'accès régional aux infrastructures. Le développement, qui sera entrepris par NWM, prévoit un port de fret polyvalent comportant des terminaux pour conteneurs, hydrocarbures, vrac (y compris charbon), Ro-Ro et un quai de services. À cela s'ajoutera une zone industrielle tournée vers les investisseurs internationaux, qui comprendra une zone franche de 1 500 hectares et 2 500 hectares supplémentaires en dehors de cette zone franche.

L'impact sur la transition

Note de l'impact attendu sur la transition : 60

Le Projet, qui financera des infrastructures nouvelles de grande envergure, est destiné à : i) élargir la participation, à tous les niveaux, du secteur privé dans les activités portuaires et encourager la diversification des activités commerciales ; ii) appuyer le développement des activités industrielles tournées vers l'exportation ; iii) démontrer les avantages d'un modèle de port propriétaire, toutes les opérations et les superstructures étant financées et gérées par le privé, pour favoriser la durabilité et la commercialisation d'infrastructures et de services publics ; et iv) améliorer les pratiques d'exploitation dans le secteur portuaire marocain en prévoyant des mesures structurelles et de gestion en rapport avec l'adaptation au changement climatique.

L'évaluation de l'impact sur la transition est « bonne ». L'extension du prêt proposée permettra d'améliorer les qualités de la transition du prêt initial. L'impact sur la transition du Projet découle des qualités « compétitive » et « inclusive » de la transition :

- Première qualité : compétitive. Le Projet soutiendra l'élaboration d'un plan de transformation pour faire de la société non plus une entité axée sur la construction mais un port axé sur le commerce.
- Deuxième qualité : inclusive. Le Projet devrait contribuer à la mise en place d'une plateforme publique/privée de gestion des compétences dans le secteur portuaire et certaines industries, afin de promouvoir l'accès aux compétences et le développement du capital humain dans la région de l'Oriental.

Le client

SOCIÉTÉ NADOR WEST MED

La société Nador West Med est une société anonyme à capitaux publics entièrement détenue par le Gouvernement du Maroc. L'Emprunteur a été créé spécialement pour le développement du projet de Nador.

Financement de la BERD

300 millions d'euros

Prêt avec garantie souveraine de 200 millions d'euros signé en octobre 2015.

L'octroi à NWM d'un prêt supplémentaire sous garantie souveraine de 100 millions d'euros est envisagé en 2022.

Coût total du Projet

1 062 860 000 euros

Additionnalité

Le financement additionnel de la BERD comble efficacement un déficit de financement dû à de mauvaises conditions sur le marché. Cette transaction est la seconde réalisée avec NWM pour le même périmètre du Project.

Synthèse environnementale et sociale

Actualisation de 2016 : La construction du projet portuaire a été retardée ; cependant les travaux devraient commencer au second semestre de 2016. Pour l'heure, NWM est en train d'engager des consultants nationaux et internationaux spécialisés dans les questions d'environnement, de santé, de sûreté et de sécurité (ESSS) pour aider son équipe à mettre en œuvre le Plan d'action environnemental et social (PAES) conformément aux Exigences de performance (EP) de la Banque, ainsi que des consultants pour aider à la gestion des marchés. NWM publiera son premier Rapport annuel de suivi environnemental et social au premier trimestre de 2017. Le Projet a été classé dans la catégorie A conformément à la Politique environnementale et sociale (PES) de 2014. Le port devrait permettre des activités en lien avec les terminaux à conteneurs, le traitement et le stockage sur site de pétrole/d'hydrocarbures, et le stockage, le traitement, la manutention et le transport d'autres marchandises en vrac, y compris le charbon. Le prêt de la BERD servira à la construction d'infrastructures portuaires de base uniquement (par exemple, brise-lames, quais, installations de débarquement, routes d'accès, dragage marin, etc.) qui seront utilisées, durant la phase opérationnelle du Projet, par les concessionnaires pour des opérations de manutention commerciales. Ces futures activités portuaires ne sont pas considérées comme faisant partie intégrante du Projet actuel et feront en tant que telles l'objet d'une évaluation ultérieure par la Société conformément aux exigences environnementales et sociales (E&S) à la fois du Maroc et de la BERD. Cependant, compte tenu des risques associés à ce type d'activités futures, la Banque a effectué une évaluation, dans le cadre de la diligence raisonnable sur les plans environnemental et social, pour déterminer si la Société a mis en place les dispositions contractuelles, les systèmes de gestion et les ressources en personnel ESSS nécessaires pour maîtriser ces risques conformément aux pratiques nationales et internationales. Les impacts environnementaux et sociaux potentiels associés à ce projet sont entre autres i) la perte des habitats marins et terrestres, ii) la gestion des matériaux de dragage, iii) la gestion de l'eau et des eaux usées, y compris la réponse aux déversements, iv) la gestion des déchets solides / déchets dangereux, v) la gestion du trafic (routier et maritime), vi) la santé et la sécurité au travail, vii) la gestion des prestataires, viii) la gestion de l'air, du bruit et de la poussière, ix) la santé et la sécurité de la population avoisinante, x) le déplacement économique en raison de la perte de terres agricoles associée à la route d'accès du Projet et en raison des répercussions sur les pêcheurs opérant le long de la plage, dans la baie Betoya. Pour remédier à ces problèmes, une évaluation d'impact environnemental (EIE) complète a été préparée concernant le projet (juillet 2014), de même qu'un Plan de gestion environnemental (novembre 2014). L'EIE nationale a été complétée par la préparation d'autres études techniques et environnementales et sociales, notamment des études socio-économiques portant spécifiquement sur le Projet et sur la région. Compte tenu des risques potentiels et des impacts associés à ce grand projet entièrement nouveau, la Banque a engagé un consultant environnemental et social indépendant qui a conclu que le Projet et le dispositif général prévu pour la communication d'informations dans le cadre de l'évaluation de l'impact environnemental et social (EIES) ont été structurés

conformément à la Politique environnementale et sociale de la Banque de 2014 et aux Exigences de performance. L'évaluation de l'impact sur l'environnement (et les documents à l'appui), le Plan d'action environnemental et social (PAES), le Plan de participation des parties prenantes (PPPP), le Plan relatif à l'acquisition de terres et le Cadre de rétablissement des moyens de subsistance ainsi que le Résumé non technique sont publiés sur le site Internet de la Société. Les documents à divulguer au titre de l'EIES ont été publiés pendant une période de 120 jours avant de solliciter l'approbation du Conseil d'administration de la BERD pour le Projet. Le Projet continuera d'être contrôlé par la Banque en conformité avec les engagements au titre de l'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE), les exigences réglementaires et les Exigences de performance de la BERD. NWM fournira en outre à la Banque des rapports sociaux et environnementaux annuels, notamment les actualisations de la mise en œuvre du PAES à compter du premier trimestre de 2017. La Banque effectuera des visites de suivi, au besoin, et exigera la poursuite d'un suivi par le Consultant environnemental et social indépendant pendant toute la période de construction et durant les opérations initiales.

Actualisation de 2017 : La construction du port a commencé au deuxième trimestre de 2016 par la préparation du site, des opérations de dragage et des travaux de terrassement. Les activités de construction de NWM ont été contrôlées par la BERD et le Consultant environnemental et social indépendant en février et en juillet 2017.

À chaque visite du Projet, les progrès de la construction sont vérifiés en examinant les aspects suivants : activités de préparation, de construction et d'installation du site ; permis, licences et autorisation pour la construction et l'exploitation ; exécution des travaux conformément à la documentation, aux plans, aux spécifications, y compris les Exigences de performance de la Banque et le PAES, la ventilation des coûts et le calendrier de réalisation qui ont été approuvés ; qualité de la conception et du travail, organisation des équipes, systèmes de contrôle des progrès et des coûts en place ; respect des étapes de paiement conformément aux demandes de paiements des prestataires ; estimation des délais d'exécution du fait d'un retard dans la progression de la construction ; et caractère raisonnable des « demandes de modification », s'il en est question dans le contrat : bien-fondé, argumentation, valeur financière, impact probable sur la mise en œuvre du Projet, par exemple le calendrier et le budget.

Le suivi du Projet a confirmé que le Client avait bien progressé concernant la mise en place et le déploiement de son système de gestion environnementale et sociale (SGES) : la capacité organisationnelle à gérer les risques environnementaux et sociaux s'est renforcée à la fois chez NWM et au niveau des prestataires, des alternatives sont examinées pour réduire les impacts (par exemple, la conception d'un barrage aval pour la déviation de l'oued N'Tya, la délimitation de l'empreinte dans la zone franche), un certain nombre d'indicateurs de performance clés ont été définis et le suivi des performances a commencé. Plusieurs problèmes potentiels relatifs à la réimplantation ou aux moyens de subsistance (à la fois physiques et/ou économiques) ont été identifiés en rapport avec la déviation de l'oued N'Tya et la construction de la route d'accès à la carrière Harcha. Ces travaux sont en cours et la BERD estime qu'ils progressent conformément à l'EP 5 de sa politique. Les progrès au regard du PAES ont été satisfaisants.

Actualisation de 2022 : Depuis le début de la construction, neuf visites de suivi ont été effectuées sur site par le Consultant environnemental et social indépendant et la BERD. En juillet 2022, le Département de l'environnement et de la durabilité a

effectué la visite la plus récente pour évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre du PAES et le maintien des capacités E&S du client. Le projet s'aligne dans l'ensemble sur les exigences de la PES 2014 et du PAES. En réponse aux difficultés rencontrées pour la réimplantation de l'oyat (*ammophila arenaria*), herbe pérenne poussant dans le sable des dunes sur le littoral, le Client continuera de déployer des efforts se concentrant sur la préservation, dans le site de réimplantation, des végétaux que l'on trouve à l'état naturel, conformément aux actions correctrices identifiées en 2021. En outre, un examen de la résilience climatique du Projet pendant la phase opérationnelle a indiqué la nécessité d'entreprendre des évaluations supplémentaires relatives à l'approvisionnement en eau à long terme du port et des installations annexes. Le PAES mis à jour comportera par conséquent un nouvel indicateur servant à évaluer les options disponibles pour un approvisionnement durable en eau pendant l'exploitation. En vue d'améliorer la résilience climatique du projet, la BERD a aussi identifié la nécessité d'actualiser le plan de préparation et de réponse aux situations d'urgence pour couvrir d'éventuelles ruptures de digues afin de remédier aux risques associés à la déviation de l'oued N'Tyia. Le Projet continuera d'être suivi par la Banque conformément aux engagements précisés dans l'EIE, au PAES actualisé, aux exigences réglementaires et aux Exigences de performance de la BERD.

Coopération technique et financement sous forme de subvention

L'appui existant sous forme de coopération technique (CT) pour cette opération prévoit une aide à la réalisation du Projet par un appui à la mise en œuvre et à la gestion des marchés, une aide à la Société concernant l'exécution du Plan d'action environnemental et social et le financement d'un Contrôleur des prêteurs. Le programme de CT peut faire l'objet d'autres modifications et d'une confirmation ultérieures.

Un appui supplémentaire sous forme de CT sera également mobilisé pour renforcer l'impact du Projet sur la transition dans les domaines du développement des compétences, de la transition vers une entité opérationnelle à caractère commercial et du développement d'un potentiel d'intégration portuaire dans la chaîne d'approvisionnement en hydrogène. L'appui sous forme de CT pour cette opération nécessitera des fonds de CT représentant au total 1 million d'euros et devrait être financé par le Fonds spécial des actionnaires (« FSA ») de la BERD.

Contact au sein de l'entreprise concernée

Mohamed Jamal Benjelloun

Dernière mise à jour du DSP en langue anglaise

8 novembre 2022

Comprendre la Transition

Pour en savoir plus sur l'approche de la BERD quant à la mesure de l'impact sur la transition, [cliquer ici](#).

Opportunités commerciales

Pour les opportunités commerciales ou la passation de marchés, contacter la société cliente.

Pour les opportunités commerciales avec la BERD (hors passation de marchés), nous contacter :

Tél : +44 20 7338 7168

Courriel : projectenquiries@ebrd.com

Pour les Projets du secteur public, consulter [Passation de marchés](#) sur le site de la BERD, ou :

Tél : +44 20 7338 6794

Courriel : procurement@ebrd.com

Questions d'ordre général

Les questions spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

Politique environnementale et sociale (PES)

La [PES](#) et les Exigences de performance (EP) y afférentes définissent les modalités de mise en œuvre par la BERD de son engagement en faveur de la promotion d'un « développement sain et durable du point de vue de l'environnement ». La PES et les EP contiennent des dispositions spécifiques exigeant des clients qu'ils se conforment à la législation nationale applicable en matière d'information et de consultation du public, et qu'ils mettent en place un mécanisme de règlement des griefs pour recueillir les problèmes et les plaintes des parties prenantes, et en faciliter la résolution, en particulier concernant la performance environnementale et sociale du client et du Projet. En fonction de la nature et de l'ampleur des risques et impacts environnementaux et sociaux du Projet, la BERD demande en outre à ses clients de communiquer les informations qui s'avèrent nécessaires concernant les risques et impacts des Projets, ou de mener des consultations pertinentes auprès des parties prenantes concernées puis d'examiner leurs réactions et d'y répondre.

Pour plus d'informations à propos des pratiques de la BERD dans ce domaine, consulter la [PES](#).

Intégrité et conformité

Le ou la Responsable de la déontologie de la BERD encourage une bonne gouvernance et assure l'application des normes d'intégrité les plus rigoureuses à

toutes les activités de la Banque, en conformité avec les meilleures pratiques internationales. Des vérifications au titre de l'obligation de diligence sont effectuées pour contrôler l'intégrité de tous les clients de la Banque afin d'établir que les projets ne présentent pas de risques inacceptables, en termes d'intégrité ou de réputation, pour la Banque. La BERD est convaincue que l'identification et la résolution des problèmes pendant les phases d'évaluation et d'approbation des projets constituent le moyen le plus efficace d'assurer l'intégrité des transactions de la Banque. Le ou la Responsable de la déontologie joue un rôle essentiel dans ces efforts de prévention, tout en contribuant au contrôle des risques en matière d'intégrité associés aux Projets une fois les investissements réalisés.

Le ou la Responsable de la déontologie est également chargé(e) d'enquêter sur les allégations de fraude, de corruption ou de manquement dans le cadre des Projets financés par la BERD. Toute personne, interne ou externe à la Banque, suspectant un cas de fraude, de corruption ou de manquement, peut le reporter par écrit au ou à la Responsable de la déontologie de la BERD, en envoyant un courriel à l'adresse électronique compliance@ebrd.com. Tout signalement, même anonyme, fera l'objet d'un suivi par le ou la Responsable de la déontologie et sera examiné. Les signalements peuvent être rédigés dans toutes les langues de la Banque et de ses pays d'opérations. Les informations transmises doivent l'être en toute bonne foi.

Politique d'accès à l'information (PAI)

La PAI définit la manière dont la BERD diffuse les informations et consulte ses partenaires pour favoriser une meilleure sensibilisation et connaissance de ses stratégies, politiques et opérations, depuis son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Consulter la page concernant la [Politique d'accès à l'information](#) sur le site Internet de la BERD pour savoir quels types d'informations sont disponibles en ligne.

Les demandes d'informations spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP)

Si les efforts pour aborder des préoccupations environnementales, sociales ou de divulgation au public avec le Client ou la Banque (par exemple via le mécanisme de règlement des griefs du Client au niveau du Projet, ou bien via un échange direct avec la Direction de la Banque) n'ont pas abouti, les personnes ou organisations peuvent adresser leurs préoccupations au Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP) de la BERD.

Le MIRP examine en toute indépendance les problèmes liés aux Projets qui auraient provoqué, ou seraient susceptibles de provoquer, un préjudice. L'objectif du Mécanisme est : d'encourager le dialogue entre les parties prenantes du Projet en vue

de la résolution de problèmes environnementaux, sociaux ou de divulgation au public ; de déterminer si la Banque a respecté sa [Politique environnementale et sociale](#) et les dispositions spécifiques aux Projets de sa [Politique d'accès à l'information](#) ; et le cas échéant, de remédier à tout cas de non-conformité à ces politiques, tout en prévenant un futur problème de non-conformité de la Banque.

Consulter la page Internet du [Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets](#) pour en apprendre plus sur le MIRP et son mandat, pour connaître les modalités de [dépôt d'un Recours](#), ou pour contacter le MIRP par courriel à l'adresse ipam@ebrd.com afin d'obtenir des conseils ou des précisions sur le MIRP et le dépôt d'un recours.